

Les sommets de la vanité politique

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie,
professeur en classes préparatoires, Faidherbe - Lille

En France, l'année 2012 a commencé comme l'année 2011 s'est terminée : par une multiplication de « sommets de crise ». La présidence du G20 – que d'aucuns écrivent volontiers « G Vain » – a été marquée par un sommet de Cannes où l'exercice de communication l'a largement emporté sur l'efficacité politique. De même, la crise de la « zone euro » donne lieu à une succession de « sommets de la dernière chance » toujours décevants. Enfin, l'aggravation du chômage en France a été l'occasion d'organiser un « sommet social » de mascarade. Le spectacle des rencontres « au sommet » a été érigé comme programme politique et le décalage se révèle de plus en plus grand entre les mises en scène et les résultats qui en ressortent. À chaque fois, la montagne semble accoucher d'une souris...

Recourir à l'organisation de multiples sommets pour résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux s'avère malheureusement infructueux et cette façon de procéder apparaît surtout symptomatique de l'obsession de la politique spectacle. Elle participe d'une conception « hobbienne » de la représentation politique qui a été spécifiquement défendue à partir de la métaphore théâtrale¹ et qui, en réalité, recèle les dérives du principe de représentation sur lequel l'État moderne repose. Pour le philosophe de Malmesbury, il faudrait distinguer radicalement le peuple de la multitude, dans la mesure où le premier formerait une unité constituée, alors que la seconde resterait marquée par ses divisions. Pourtant, c'est bien cette multitude qui initialement est censée « frapper les trois coups » – par contrat entre ses membres – de la représentation politique du pouvoir. En filant la métaphore théâtrale, Hobbes compare le souverain politique à un acteur sur scène et la multitude au public rassemblé, assistant passivement au spectacle. Nous pouvons pointer ici le clivage entretenu entre l'acteur omniprésent sur scène et le spectateur condamné à demeurer dans l'ombre de la salle. Or, Hobbes va encore plus loin : l'acteur prétend, à travers ses paroles et ses gestes, incarner le peuple en corps qui, tel un *deus ex machina* descendu en sa personne, serait le véritable auteur de la pièce qu'il est censé jouer. Par la magie du théâtre, la multitude des spectateurs serait ainsi invitée à applaudir l'artiste qui leur donnerait à voir leur propre image sublimée. La représentation qu'assume l'acteur politique renverrait donc au principe de l'icône, puisque l'invisible radical – non pas Dieu ici, mais la personne publique du peuple comme abstrac-

tion – se rendrait accessible en la personne du souverain. Nous sommes au cœur du paradoxe hobbien : alors que la représentation initiale est de l'ordre du mandat, de la délégation – céder une partie de sa puissance au Léviathan sous conditions – l'acteur souverain se réclame d'un type de représentation différent, de nature ostentatoire. Dès lors, on voit immédiatement que ce type de représentation politique ne présente rien de rassurant : la multitude est condamnée à n'être qu'un pseudo-auteur, ne maîtrisant rien du jeu de scène. Cette conception d'un décideur souverain en surplomb a hanté toute l'histoire de l'État moderne et se retrouve encore dans la constitution de la V^{ème} République qui accorde une position privilégiée au chef de l'État, oint par le suffrage universel direct, alors que tous les pays démocratiques voisins s'en remettent à un régime parlementaire.

Il est fascinant de constater que la constitution de la V^{ème} République se situe au cœur de l'affrontement entre transcendantalisme et immanentisme politiques². Mais l'ironie de l'histoire est que cette conception a été elle-même galvaudée pendant ces dernières années – au nom d'une « hyper-présidence » – et est devenue à ce point caricaturale qu'elle fait ressortir tous les penchants anti-démocratiques de notre constitution. Faire croire qu'un homme seul – fût-il chef d'État – puisse monopoliser l'action politique est une erreur fondamentale, qui se double d'une faute quand elle se réduit à de l'agitation et de la gesticulation pour faire de la communication. À la scène du théâtre, on a substitué l'écran de télévision, au citoyen le téléspectateur, à l'iconologie la signalétique, à la majesté les airs de matamore, à la gloire la manipulation, à la haute stratégie la tactique des coups fourrés... L'hyper-

¹ « Le mot de *personne* est latin. À sa place, les Grecs ont *prosopon*, qui désigne le visage, alors que *persona*, en latin, désigne le déguisement, l'apparence extérieure d'un homme imités sur scène ; et parfois, plus précisément, la partie du déguisement qui recouvre le visage : le masque. De la scène, le mot est passé à tout homme qui donne en représentation ses paroles et ses actions, au tribunal comme au théâtre. *Personne* est donc l'équivalent d'acteur, tant sur la scène que dans la vie courante ; et personnifier, c'est jouer le rôle, ou assurer la représentation, de soi-même ou d'autrui : de celui qui joue le rôle d'un autre, on dit qu'il en assume la personnalité, ou qu'il agit en son nom », Hobbes, *Léviathan*, XVI.

² Le transcendantalisme politique crée un effet de transcendance, en maintenant – comme chez Hobbes – un écart irréductible entre la multitude et le pouvoir politique en surplomb, alors que l'immanentisme politique vise – comme chez Spinoza ou Rousseau – à réduire le plus possible cet écart pour éviter tout abus et pour que le peuple en chair (et non nécessairement en corps) constitue la source authentique de légitimité. Rousseau substitue le modèle de la fête à celui du théâtre, dans sa *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*.

présidence, dont on nous avait annoncé des « miracles », a été confrontée à sa propre impuissance face à la réalité. En Europe, la crise économique a pris la tournure d'une « *double dip* » : après que les États fussent intervenus pour tenter de surmonter la faillite du secteur bancaire, ceux-ci ont révélé leur propre délabrement, favorisé par le contexte du néo-libéralisme dominant depuis un quart de siècle. Un adage boursier rappelle que « c'est lorsque la mer se retire que l'on peut voir les personnes qui se baignent dénudées » : il en fut ainsi de Madoff dont les malversations sont apparues au grand jour lors de la crise de 2008, mais il en est aussi des États qui ont vécu sur l'illusion d'une puissance perdue, minés par les contradictions entre leurs prétentions politiques et leur impuissance devant le jeu économique devenu le nouveau souverain absolu. Bien plus, la crise a révélé combien l'Union européenne pouvait être un colosse aux pieds d'argile. Aveuglée par son attachement à l'économie de marché – sans « concurrence faussée » –, la crise économique a également révélé la fragilité de ses institutions totalement artificielles. Vouloir régir d'en haut la vie des citoyens prend à contre-pied la légitimité qui vient toujours d'en bas. Au lieu de s'appuyer sur les peuples pour acquérir éventuellement une réelle adhésion, l'ultime proposition de référendum du gouvernement grec de Papandréou a été vilipendée de manière odieuse. Bien plus, sous prétexte de sauver la zone euro, la France a choisi de jouer la carte d'un duo inégal avec l'Allemagne et multiplie les tête-à-tête, offrant de fait le visage émacié d'une « Europe des deux » et réduisant les autres pays au rôle de figurants. Dans ce duo de circonstances, il ne s'est agi que de fournir une seule source d'espérance : celle d'un alignement pur et simple sur le modèle économique de nos voisins d'outre-Rhin... La mise entre parenthèses de la démocratie semble être devenue le prix à payer pour sauver l'euro.

De fausses notes en notes dégradées, l'hyper-présidence a consisté à opérer le déni de ses propres incohérences, en opérant des fuites en avant dans l'esbroufe de postures médiatiques. Même les missions militaires à l'extérieur sont devenues des aventures variant au gré des intérêts politiques du moment : à défaut de faire débattre au Parlement des initiatives prises – ce qui est la moindre des exigences dans un pays démocratique – l'air du temps a servi de boussole. En prétendant suspendre l'action politique aux humeurs d'un seul, l'hyper-présidence

ne pouvait que présenter un caractère disruptif, fait de saccades. Machiavel lui-même est là pour rappeler à ceux qui parlent au nom d'un peuple alibi que celui-ci est toujours moins inconstant et léger qu'un prince³. La puissance de tout pouvoir ne peut se déployer sans mobiliser les capacités des citoyens et se fier à leurs ressources insoupçonnées, à leur force politique. Prétendre les reléguer au rang de spectateurs revient à se condamner au destin de la feuille morte, privée de sève. L'attitude présomptueuse rend aveugle sur sa propre misère et cantonne la politique à des manœuvres en coulisses. Quand la pièce de théâtre se réduit à un *one man show* approximatif et surjoué, le public s'éclipse ou se met à huer, en jurant qu'on ne l'y reprendra plus. Mais, en politique, le pouvoir ne peut rester vacant : il s'agit alors pour le public de monter enfin sur la scène, de bouter l'acteur dans le décor et rejeter le texte apocryphe qu'il s'attribue, pour le réécrire de manière plus authentique, en s'inspirant du chœur antique. Car la politique n'est pas un divertissement : au-delà des individualités subjectives se jouent des rapports de force collectifs. ■

³ « Un peuple qui commande et qui est réglé par des lois est prudent, constant, reconnaissant, autant, et même à mon avis plus, que le prince le plus estimé pour sa sagesse. D'un autre côté, un prince qui s'est affranchi des lois sera ingrat, changeant, imprudent plus qu'un peuple placé dans les mêmes circonstances que lui », Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, LVIII : « *Qu'un peuple est plus sage et plus constant qu'un prince* ».